

Espace d'Interpellation Démocratique les Maliens y croient toujours : 334 interpellations contre 280 l'année dernière

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 12 DECEMBRE 2022

1242

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Interpellé par la police du 5ème arrondissement sur instruction du Procureur, près le TGI de la Commune 4 pour « apologie du terrorisme », le président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, Mohamed Cherif Haïdara est placé en garde à vue. Pourtant la vidéo sur la base de laquelle cette interpellation est intervenue date de 2020, lors d'une rencontre de haut niveau sous la présidence du Haut Représentant du Président de la République pour le centre, le professeur Dioncounda Traoré. Au sortir de cette rencontre à laquelle il a été invité au nom de la diaspora, Cherif Haïdara a insisté sur la nécessité sur le dialogue avec les djihadistes maliens pour le retour de la paix et du vivre ensemble au centre du Mali. Lisez plutôt l'intégralité de son intervention !



Vidéo de Mohamed Cherif Haïdara

Les faits, les dires

et le contexte



Accord d'Alger par la Médiation : Le jeu trouble de la CMA



Distinction honorifique : Habib Sissoko, Commandeur de l'ordre National du Mali



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

11 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

262

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

606 809 Vaccinations incomplètes

2 559 940 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 943

Décès

742

dont 03 font l'objet d'un suivi médical

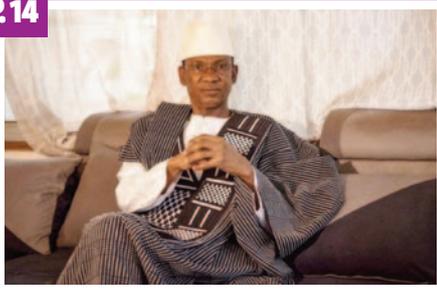


MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.19



P.26



/ Une /

Vidéo de Mohamed Cherif Haïdara : Les faits, les dires et le contexte

P.5

/ Brèves /

Adéquation formation emploi au Mali : Des contrats pour des bénéficiaires

P.12

Koulouba : Assimi Goïta élève Abdoulaye Diop au rang de commandeur de l'ordre national de la république du Mali

P.12

Energie : Les attentes de Gouina

P.13

Enlèvement du père HA-YO à l'UCAO : Les nouvelles règles de sécurité

P.13

Dr. Moussa Coulibaly sur le retour de Choguel : Une confirmation aux allures de défi !

P.14

Arabamda-Achafa : Une alliance chérifienne pour prêcher la paix

P.15

Enlèvements et disparitions : Les Maliens entre peur et doute !

P.15

/ Actualité /

Prévention de l'extrémisme violent en milieu carcéral : l'expérience mauritanienne partagée avec les leaders religieux et prêcheurs du Mali

P.18

Célébration des 150 ans d'existence : La poste innove avec PostMoney !

P.19

Rentrée solennelle des auditeurs du cycle du BPB : 90 auditeurs célébrés !

P.21

7eme comité de concertation et de suivi (CCS) DU PAFHA+ : Faire de la filière pêche, une manne financière

P.22

/ Politique /

Droit électoral et contentieux électoraux : Les acteurs électoraux à l'école de l'INFJ-MDD et de l'UNITAR

P.24

Accord d'Alger par la Médiation : Le jeu trouble de la CMA

P.25

Espace d'Interpellation Démocratique les Maliens y croient toujours : 334 interpellations contre 280 l'année dernière

P.26

Femmes et paix : Les avancées du Mali à l'aune de la résolution 1325

P.28

/ Culture & société /

Niger : Les législateurs veulent criminaliser les relations homosexuelles

P.29

/ International /

UEMOA : Le gouverneur Jean-Claude Kassi Brou explique la hausse des taux directeurs de la BCEAO par l'inflation qui devrait se situer à 8 % pour l'ensemble de l'année 2022

P.30

Allemagne/Russie : Vladimir poutine répond aux déclarations faites par Angela Merkel au Zeit...

P.31

/ Sport /

Maroc – Portugal (1-0) : L'exploit historique du Maroc, première équipe africaine qualifiée pour les demi-finales de la coupe du monde

P.32

Distinction honorifique : Habib Sissoko, Commandeur de l'ordre National du Mali

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Vidéo de Mohamed Cherif Haïdara

Les faits, les dires et le contexte

Interpellé par la police du 5ème arrondissement sur instruction du Procureur, près le TGI de la Commune 4 pour « apologie du terrorisme », le président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, Mohamed Cherif Haïdara est placé en garde à vue. Pourtant la vidéo sur la base de laquelle cette interpellation est intervenue date de 2020, lors d'une rencontre de haut niveau sous la présidence du Haut Représentant du Président de la République pour le centre, le professeur Dioncounda Traoré. Au sortir de cette rencontre à laquelle il a été invité au nom de la diaspora, Cherif Haïdara a insisté sur la nécessité sur le dialogue avec les djihadistes maliens pour le retour de la paix et du vivre ensemble au centre du Mali. Lisez plutôt l'intégralité de son intervention !



■ ■ Nous avons été invités par le Haut représentant du Président de la République pour la région du centre. C'est dans le cadre de la restitution que nous sommes là. Comme vous pouvez le constater, le débat a lieu dans la salle. Je suis de Mopti, beaucoup de la diaspora le sont aussi. Nous avons échangé au nom de la diaspora et nous lui avons dit ce que nous pensons. Nous lui avons souligné la nécessité du dialogue malgré les difficultés. Malgré la durée de la guerre, il faut le dialogue pour la clore. Nous avons fait le constat que cette crise a commencé par la déstabilisation de la Lybie par la

politique extérieure des Européens. Ce sont les conséquences de cette déstabilisation que nous traversons.

A notre avis, il est difficile de mettre fin à cette crise tant que nous ne dialoguons pas avec ceux qui sont derrière les maux (Les djihadistes). En 2017, j'étais le seul dans la salle à l'occasion de la Conférence d'entente nationale à demander à chercher Iyad Agaly et Amadou Kouffa afin d'engager le dialogue avec eux, car ce sont des Maliens. Ce jour-là, certains ont voulu s'en prendre à moi dans la salle. En 2018, le groupe international Crisis a recommandé, au gouvernement malien, de dialoguer

avec les djihadistes maliens dont Iyad Agaly et Amadou Kouffa. Les américains et Taliban, sont entrain de dialoguer avec ceux-ci. Ils (les occidentaux) sont venus nous imposer cette crise.

Ils (les djihadistes) pensent qu'ils ont raison dans ce qu'ils font. Nous, nous n'allons pas faire le jugement. Ce que nous demandons, c'est le dialogue. S'ils veulent avoir une localité où ils veulent imposer la charia islamique, il faut discuter avec eux. Par exemple : le Nigeria, est une fédération, il y a des parties où il y a la charia islamique. S'ils veulent imposer la charia islamique dans la région de Mopti, il en sera ainsi. Celui qui ne veut pas de cela, peut rejoindre Bamako, Sikasso ou ailleurs. Tout compte fait, ce sont des Maliens et on ne peut pas changer cela. Il faut donc dialoguer avec eux. Nous, nous avons travaillé beaucoup. Nous avons demandé à ce que les écoles, les CSCOM soient ouverts, que les gens puissent travailler. Aujourd'hui, si nous voulons la paix, il faut que nous dialoguions avec eux (les djihadistes maliens). Je sais que ce sont des hommes de Dieu. Si nous parlons avec eux dans ce sens, nous allons nous comprendre.

Si nous allons dialoguer avec eux, il faut chercher des gens qui partagent leur opinion. Mahmoud Dicko a été désigné pour cette mission. C'est la France qui s'est opposée. Dernièrement, ce sont mêmes personnes qui ont demandé à enfermer Hassane Barry. Ils ne veulent pas que la crise prenne fin. Les Européens ont plus de 30 000 personnes ici mais la situation sécuritaire se dégrade chaque jour. La France et ses alliés échangent avec ceux qui financent les djihadistes mais nous interdisent de parler avec les djihadistes maliens.



Allons-nous rester dans cette situation ? Non. Nous de la diaspora, nous souffrons, car il n'y a plus d'administration à Mopti alors que c'est nous qui envoyons de l'argent à travers Western Union. Il n'y a pas de justice. S'il y a le dialogue, les djihadistes diront ce qu'ils veulent, et l'État fera ce qu'il peut faire. Nous savons aussi les principes de l'État. Si Tiébilé Dramé a déclaré que Dioncounda n'a donné que son avis concernant le dialogue avec les djihadistes, on le comprend. C'est pour les beaux yeux de la France et des autres partenaires qui sont contre ce dialogue. Nous demandons à Dioncounda de ne pas se décourager, car la solution à ce problème est le dialogue. Les Maliens, à travers le dialogue national inclusif, ont demandé ce dialogue. Pourquoi la France s'oppose-t-elle à cette décision ? J'ai échangé avec certains français qui ne sont même pas contre le dialogue. Ils sont contre que ce dialogue se fasse par un seul

pays. Aussi, où est le mal quand on dit d'appliquer les règles de l'islam ? Pas de problème. La manière, le lieu et le moment qui posent problème. Ceux qui demandent l'application de la charia, c'est leur droit car on est dans une République démocratique et laïque. Ceux qui réclament d'autres religions ont aussi raison. Il faut qu'on se comprenne sur ce principe. Mais tant qu'il n'y a pas de dialogue, on ne se comprendra pas.

Donc cette initiative du gouvernement est à saluer. Nous connaissons et comprenons la position du gouvernement qui est sous pression de nos partenaires. Mais nous, le peuple souverain du Mali, avons convenu de dialoguer avec les djihadistes maliens, à savoir Amadou Kouffa, Iyad Agaly ...

Si le peuple opte pour le dialogue, les autorités n'ont pas de choix. Ils doivent respecter la vo-

lonté de la population. Les partenaires doivent aussi respecter le choix du peuple. Toutes les résolutions de cette rencontre doivent être respectées »

La révolte du CSDM

Pour l'association de Mohamed Cherif Haïdara, le CSDM, la vidéo de son président a été déplacée de son contexte. Il se dit surpris que « **cette vidéo postée par des individus mal intentionnés qui ont travesti les propos du Président HAÏDARA** ». La faitière des Maliens de la diaspora a indiqué que « **la vidéo (manipulée à partir de la 51e seconde) qui circule sur les différentes plateformes est une partie de l'interview demandée par les journalistes après l'invitation du Président Haidara par le Haut Représentant du Président de la République pour les Régions du Centre, le Pr. Dioncounda Traoré, le 1er février 2020, janvier, au CICB, à Bamako** ».

Parlant du contexte, le CSDM a précisé qu'il s'agissait de faire le point sur le conflit intercommunautaire (Peulhs/Dogons) et de la lutte contre le djihadisme. « **Pendant la déclaration de M. Haidara, il y avait à ses côtés son Premier Vice-Président feu Ahmadou Damera, décédé en avril 2020** ». L'association a rappelé que le Président IBK avait, « **suite au Dialogue National Inclusif (DNI), donné mandat au Pr Dioncounda Traoré pour négocier avec les djihadistes maliens Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa** ».

Anguimé Ansama



Ambassade de France au Mali



KOOOOOWWWWWWWWWWWWWWWWWWW
BEEYYYYYYYYYYYYY !

An y'u minε k'u ci pooooooooooooooooo !

La France est en demi-finale de La Coupe du monde ! Victoire contre l'Angleterre 2-1 !

La France affrontera mercredi prochain le Maroc , première équipe africaine qualifiée pour les demi-finales d'une Coupe du Monde. It's coming home UK in Mali



Malick Traoré
@mlktraore

Le meilleur gardien de liga 2022 met l'Espagne 🇪🇸 au tapis. Si avec ça tu ne sais pas le situer sur une carte ce « petit pays »... Dima Maghrib 🇲🇦

Média A



Plus de 486 mariages dans les 6 communes de Bamako ce jour, Heureux ménage à tous

Casimir Sangala



Il y a combien de journalistes et combien d'organes médiatiques au Mali ?

Africa Radio



Nécrologie : RDC décès de la chanteuse #TshalaMuana ce 10 Décembre à Kinshasa. La Mamu nationale est décédée à l'âge de 64 ans.

"Aux petites heures ce matin, Dieu a pris la décision de reprendre la Mamu nationale Tshala Muana. Que le bon Dieu soit glorifié pour tous les bons moments qu'elle nous aura fait passer sur cette terre. Adieu Mamu de moi". Texte signé de #ClaudeMashala, son compagnon, publié sur son compte Facebook.

Du Kasai Occidental en République Démocratique du Congo , #ÉlisabethTshalaMuanaMuidikayi, de nationalité Congolaise, est née le 13 mai 1958 à Élisabethville. Elle était chanteuse, danseuse, productrice, actrice et femme politique. Elle est célèbre pour avoir modernisé et donné ses lettres de noblesse au folklore du peuple Luba, le Mutuashi, dont l'origine remonte probablement au Moyen Âge. Elle a été surnommée "Reine du Mutuashi".



GGM Mali



KABAKO: Un opérateur économique Malien a vu son courant (domicile) coupé par l'énergie car il doit payer 19 millions à l'EDM-SA.

Mylmo N-Sahel



Merci à l'équipe du Maroc de m'avoir guéri. Vive Africa

USAID Mali



« Dans le cadre de mon travail, je participe à différents foires et marchés locaux pour vendre mon bétail. Beaucoup d'hommes de ces marchés et même de la communauté disent que les femmes ne doivent pas faire les mêmes activités que les hommes ; qu'elles doivent rester à la maison. Je pense qu'en tant que femmes, nous avons démontré notre capacité et notre dynamisme à travailler comme les hommes. De plus, nous arrivons à gérer les dépenses quotidiennes ; aider nos époux et éduquer convenablement nos enfants. Les violences basées sur le genre et les stéréotypes sur les femmes freinent notre plein épanouissement », Fatoumata Coulibaly, membre de l'association des femmes embaucheuses de Konna à Mopti. Au sein de sa communauté, Fatoumata est la seule femme qui participe aux foires et marchés locaux aussi bien à Mopti, Ségou qu'à Bamako aux côtés des hommes. A Konna, région de Mopti, elle sensibilise les hommes afin qu'ils autorisent leurs épouses à développer leurs activités génératrices de revenus à travers une participation plus accrue aux marchés et espaces de vente à plus grande échelle.

D'Août dernier à nos jours, quatre femmes de la localité, ont pu ainsi participer aux opérations de ventes sur des marchés d'autres localités. #EndGBV #16Days #EndGBV SayNO - UNITE to End Violence Against Women CARE MALI



■ Samuel Eto'o



Le 11 Décembre 2021, l'assemblée générale élective plébiscitait notre projet de refondation du football camerounais. En ce jour symbole marquant l'an 1 de ce mandat, je remercie les membres du Comité Exécutif et tous les membres de l'assemblée générale de la Fecafoot pour leur confiance! Nous sommes à la tâche : REDONNER AU FOOTBALL CAMEROUNAIS TOUTE SA GRANDEUR. Fecafoot - Officiel
 On December 11, 2021, the elective general assembly approved our project to renew Cameroonian football. On this symbolic day marking year 1 of this mandate, I thank the members of the Executive Committee and all the members of the general assembly of Fecafoot for their trust! We are on task: BRING CAMEROONIAN FOOTBALL BACK TO ITS GREATNESS.



■ Bart Ouvry



Inauguration de l'exposition Koungo Fitini, problèmes mineurs, au Musée du District de Bamako: des photos et des témoignages émouvants des enfants de la rue au Grand Marché de Bamako et d'Arnold Grojean. UE engagée avec @SamusocialIntl pour les droits de l'enfant au #Mali. #HumanRightsDay



■ Diaka Camara

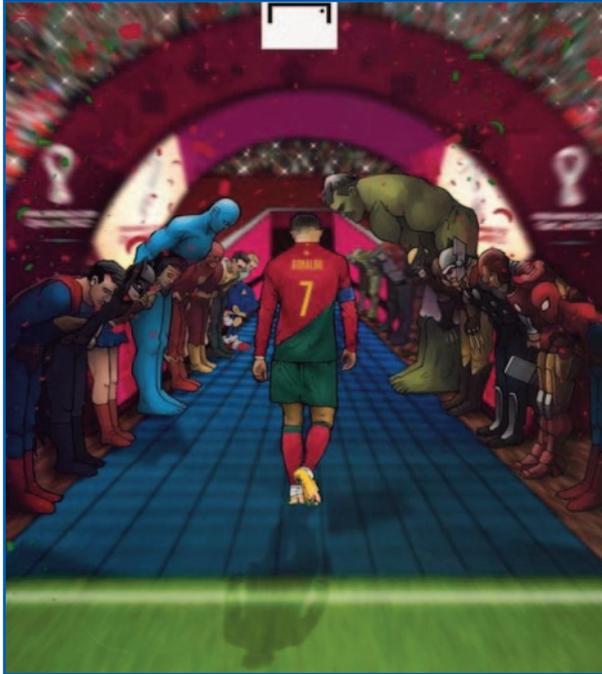


Hommage au meilleur joueur de tout les temps: Cristiano Ronaldo.
 La discipline, la passion, le courage et le travail qu'il a mis dans son foot aucun n'a autre joueurs ne l'a fait. Il reste et demeure le meilleur joueur de Foot de tous les temps. Cristiano Ronaldo, a marqué 806 battant le record de tous les temps

de la FIFA pour le plus grand nombre de buts en matches de compétition dans l'histoire du football masculin.

Ronaldo a battu le record du plus grand nombre de buts marqués dans les matches de football internationaux (masculins). Il a maintenant marqué 118 buts pour son pays ; 9 de plus que le deuxième Ali Daei (Iran) et 23 de plus que Messi.

CE N'EST PAS UN DÉBAT, C'EST UN FAIT !



■ Hervé Doumbia



Selon JeuneAfrique : le Premier ministre Burkinabè est parti le 7 décembre en Russie, via Bamako par un avion de l'armée de l'air malienne, un voyage secret facilité par les autorités maliennes. La Russie pousse ses pions au Burkina depuis le coup d'Etat contre Damiba



■ Justin KABUMBA



#RDCdes journalistes et YouTubeurs #rwandais sont présents dans les zones contrôlées

par le M23 Comme @JanvierPopote, s'affichant et sympathisant avec les rebelles, des journalistes caucasiens dont l'un assimilé à Albert #Rudatsimburwa de #ContactFM sont visibles @FMLarousse



■ Macky Sall



HISTORIQUE! ET FANTASTIQUE! LES LIONS DE L'ATLAS SONT QUALIFIÉS EN DEMI FINALE DE LA COUPE DU MONDE! BRAVO LE MAROC.

■ Maître Mamadou Ismaïla Konaté



Une fin de CIB plutôt radieuse, de belles paroles, de beaux visages, de belles rencontres et cette belle profession qui en est le creuset. Elle ne connaît ni nationalité, ni frontière, elle est universelle, au service de La Défense des gens et de leurs intérêts. #AvocatsDuMonde



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Adéquation formation emploi au Mali : Des contrats pour des bénéficiaires



Sous la présidence du représentant du ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, des bénéficiaires du Projet d'Appui à la Formation professionnelle liée aux besoins du secteur privé au Mali ont eu leur financement.

La rencontre a eu lieu en présence de la cheffe de la coopération de l'ambassade du Danemark, la directrice du CIEM, du président du Conseil national du Patronat. Le projet pilote de formation professionnelle au Mali, en lien avec les besoins du secteur privé, a été initié par le Conseil des investisseurs européens au Mali (CIEM) et est financé par l'ambassade royale du Danemark (ARD) à Bamako avec une enveloppe budgétaire de DKK 30 millions (plus de 2 milliards de F CFA) pour une durée de 2,5 ans. Il entend contribuer à renforcer la croissance économique inclusive stimulée par le secteur privé pour la génération de revenus et la création d'emplois, en droite ligne de l'objectif global du programme de développement du secteur privé de l'ARD au Mali. Il faut souligner que ce « Fonds pour la formation liée aux besoins du secteur privé » fait l'objet d'une convention de partenariat entre l'ambassade et le conseil des investisseurs européen au Mali (CIEM) dont le ministère de la Formation professionnelle est partie prenante en qualité de membre consultatif. Il ambitionne de contribuer localement à l'amélioration des opportunités d'emplois pour les jeunes, et de permettre aux entreprises de trouver au niveau national le personnel compétent requis à travers la formation d'une meilleure qualité et mieux adaptée aux besoins du secteur privé. Et aussi à travers le financement de 30 plans de renforcement de centres de formation professionnelle pour 3000 apprenants. Au terme, au moins

Koulouba : Assimi Goïta élève Abdoulaye Diop au rang de commandeur de l'ordre national de la république du Mali



Son excellence monsieur Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, a reçu, ce vendredi 09 décembre 2022, des mains de son excellence le colonel Assimi Goïta, président de la transition, chef de l'état, la distinction de commandeur de l'ordre national de la république du Mali. Cette élévation du Ministre DIOP au grade des distinctions nationales, renouvelle à l'illustre récipiendaire, la reconnaissance de la nation malienne à ses efforts inlassables et à son engagement patriotique constant en faveur de la défense des intérêts du Mali. Pour le Chef de la diplomatie malienne, cette distinction honorifique est le témoignage d'un engagement et d'un travail collectifs tant du personnel du Département que de celles et ceux qui soutiennent de près ou de loin l'action extérieure du Mali. Il est à rappeler qu'en remettant leurs distinctions respectives aux heureux récipiendaires, à l'occasion de la cérémonie déroulée au Palais de Koulouba, le Chef de l'État a voulu reconnaître et promouvoir le travail bien fait, conformément aux valeurs éthiques et sociétales solidement ancrées dans la culture malienne.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.

90 entreprises seront soutenues pour l'amélioration des qualifications de 2800 employés. L'initiative a été saluée par le représentant du ministre de la Formation, Abdoul Karim Maïga. Selon lui, il cadre en parfaite ligne avec la politique nationale de la formation professionnelle. Dans son intervention, le président du Conseil national du Patronat du Mali, Mossadeck Bally, a rassuré l'accompagnement du secteur privé dans cette démarche qui dit-il, serait d'un grand apport dans la lutte contre le chômage au Mali. Toutefois, il a profité pour inviter le département de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle à se consacrer le plus rapidement à la problématique de l'inadéquation emploi/formation.

Ibrahima Ndiaye / Source Mali Tribune

Energie : Les attentes de Gouina



Le samedi 3 décembre 2022, le Premier ministre par intérim, Col Abdoulaye Maïga, a procédé à l'inauguration du joyau architectural de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), le barrage hydroélectrique de Gouina, en compagnie de ses homologues des états membre de l'OMVS, Bernard Goumou de la Guinée, Mohamed Ould Bibal de la Mauritanie et Amadou Ba du Sénégal. Ce barrage vient renforcer la capacité de production en énergie des pays membre de l'OMVS.

Avec une puissance nominale installée de 140 mégawatts, un productible moyen de 607 gigawatts/heure et une longueur totale de 1347 m, le barrage de Gouina est le dernier chef-d'œuvre hydroélectrique de l'OMVS après Manantali et Félou. La production de cette infrastructure associée à celle de Félou augmentera la capacité de production de Manantali de 340 mégawatts.

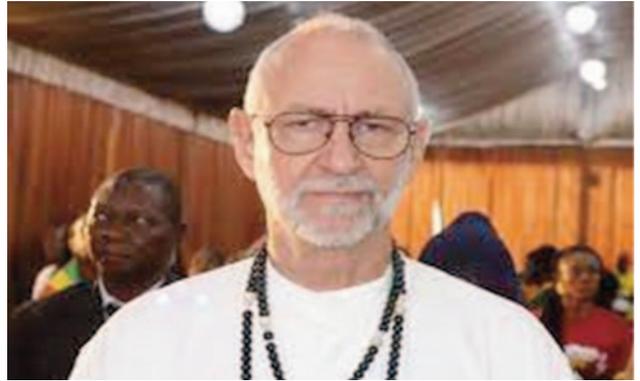
Le Premier ministre par intérim, Col Abdoulaye Maïga, lors de l'inauguration a fait savoir que ce barrage aura pour effet d'entraînement, dans le secteur de l'énergie et dans l'espace OMVS, « d'augmenter la capacité de transit de l'énergie dans le réseau, de favoriser les échanges d'énergie dans le cadre du marché de l'énergie sous-régionale et enfin de renforcer les capacités de la Sogem ».

Ce magnifique ouvrage, construit en cinq ans, a coûté globalement 414 900 000 USD financé grâce à un prêt contracté solidairement par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal auprès de la banque chinoise de promotion des exportations, Eximbank de Chine.

Le ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré, de son côté indique que cet ouvrage qui a déjà commencé à injecter les premiers mégawatts sur les réseaux électriques des trois pays actionnaires de la Sogem « va permettre de renforcer la production d'énergie dans ces pays, mais au-delà du renforcement de l'énergie, ça devrait permettre de réduire un peu le coût de production pour les sociétés de nos trois pays ». Pour ce qui est de la répartition de la production du barrage, le ministre Lamine Seydou affirme que « les 140 mégawatts seront répartis à part égale entre les sociétés des énergies du Mali, de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal ».

En plus de la production d'énergie, le barrage de Gouina a aussi été un facteur de développement pour les habitants des villages avoisinants, il a permis la construction des logements sociaux et des infrastructures publiques (mosquées, écoles, centres de santé, terrains de sport, maisons communes, places publiques) pour les habitants riverains.

Enlèvement du père HA-YO à l'UCAO : Les nouvelles règles de sécurité



Dans la journée du 23 au 24 novembre 2022, le père Ha-Yo a été enlevé dans la cour de l'Ucao. L'institution a mis en place de nouvelles règles de sécurité pour tous.

A l'instar des autres années, l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest Ucao, entend tout mettre en œuvre pour la bonne sécurisation de ses étudiants et employés.

Par rapport aux défis, pour le président de l'université, l'abbé Clément Lonah, les dispositions prises depuis un certain temps, s'inscrivent dans le renforcement des points d'accès avec l'aménagement de portiques sécurisés. Aussi, selon nos constats, une société de gardiennage a été recrutée afin de veiller aux entrées et sorties dans le site.

A l'Ucao, dans la filière journalisme et communication, des voyages sont effectués rentrant dans le cadre de l'apprentissage des étudiants concernés. A ce niveau, le président nous dira, « les voyages d'études font partie de notre cursus de formation à l'Ucao/UUBa et ils continuent malgré les moments d'insécurité que connaît notre pays actuellement. Bien sûr que l'administration prend toutes les dispositions pour sécuriser ces voyages ».

Outre ces initiatives, l'université compte mettre d'autres œuvres en place pour un meilleur encadrement de ces internes.

A M. C. / Source Mali TRIBUNE

Le Premier ministre intérimaire Maïga a aussi profité de l'occasion pour inviter l'OMVS à « redoubler d'effort pour que notre plus grand barrage hydroélectrique, qui doit se faire en Guinée, soit réalisé dans le temps ».

Hamady Sow / Source Mali Tribune



Dr. Moussa Coulibaly sur le retour de Choguel : Une confirmation aux allures de défi !

Selon le sociologue, Dr. Moussa Coulibaly, le Premier ministre Choguel K. Maïga, a l'occasion pour ce retour aux affaires, de consulter à nouveau toute la classe politique pour rassembler tout le monde. Pour lui, il y va de leur avenir commun. « Si un dernier sondage au Mali est très largement favorable au Président Assimi Goïta, c'est lié aussi en grande partie à l'échec de cette classe politique malienne dont les animateurs ne sont très souvent -d'accord que sur leurs désaccords- alors que ce qui les unit est plus significatif que ce qui les divise », dit-il.

Dr. Coulibaly souligne que dans nos familles, lorsqu'un enfant tombe malade, il bénéficie de l'affection de toute la cellule familiale, il y a une attention particulière de tout le monde à son endroit et souvent on lui réserve les plats les plus succulents. A ses yeux, cette situation s'applique au cas du Premier ministre Choguel auquel, la classe politique a souhaité un prompt rétablissement. Selon lui, le retour de Choguel doit être pour lui l'occasion de redoubler d'ardeur mais aussi l'occasion d'intensifier des contacts fructueux avec l'ensemble des forces vives de la nation et dans un élan qu'on peut assimiler à une union sacrée, de tendre la perche à tous ceux qui peuvent

contribuer à donner plus d'élan à la refondation tant attendu.

Dr. Coulibaly dira que, le Premier ministre, Choguel est un homme politique quoiqu'on en dise, comptable comme tous les autres des dérives démocratiques qui ont conduit à une dévalorisation de la parole politique dans notre pays. Toutefois, il pense que sa position actuelle doit être l'occasion de réconcilier les Maliens avec les politiques y compris lui-même. « Il a l'intelligence de le réussir c'est pourquoi il doit avoir la sagesse de faire violence sur lui-même pour véritablement démarcher tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre se sont éloignés de la gestion de la " République », dit-il.

Les enjeux de la situation malienne, aux yeux de notre Sociologue, n'ont pas pris une seule ride et seul le rassemblement sincère et véritable permettra au pays de sortir du gouffre. Il rappelle à cet effet, une citation de Me Demba Diallo, premier président de l'Association malienne des Droits de l'Homme (l'AMDH), selon lequel : « le héros est presque toujours un accident, mais son intelligence et sa clairvoyance lui permettent de marquer l'histoire ». Il déplore qu'entre temps, la France continue ses manœuvres pour étouffer l'élan de refondation et les djihadistes après quelques revers se réorganisent pour gagner du terrain. A ses dires, le gouvernement ne doit plus attendre. Les chantiers sont nombreux et les Maliens de tous les bords sont condamnés à se battre ensemble. En pleine mer et en cas de naufrage, le capitaine du bateau connaîtra le même sort que les usagers ordinaires.

Ibrahima Ndiaye / Source Mali Tribune



Arabamda-Achafa : Une alliance chérifienne pour prêcher la paix



Elle sera mise sur les fonts baptismaux par un premier congrès constitutif. Lequel se tiendra du 29 décembre 2022 au 1er janvier 2023 à Tombouctou

« Alliance chérifienne fraternité Aouza Arabamda-Achafa » est le nom de ce grand rassemblement des descendants chérifiens du Mali. Elle qui réunira dorénavant, les petits fils, les arrière petits fils, de ce grand calife du prophète Mohamet (PSL), Aly Boulabi Talbi, a été portée à la connaissance de l'opinion nationale et internationale, par un point presse. Lequel animé par les membres porteurs de ladite alliance, s'est tenu le week-end dernier à la maison de la presse. Il s'agit du président de ladite alliance, Mohamed Ali Ag Moubarek, Mohamed Ag Yatala, Mohamed Ag Hamat Dicko, Mohamed Ahmad Ag Hamani, Oumar Hamame Hamouri Cissé etc.

Après l'introduction du point de presse par le maître de cérémonie, le président de l'Alliance, Mohamed Ali Ag Moubarek a décliné les objectifs de leur regroupement en trois points. Lesquels devraient permettre de créer le vivre ensemble, d'établir la cohésion sociale entre les différentes communautés de la région de Tombouctou et faciliter un retour définitif de la paix au Mali. Et le président Moubarek d'ajouter que toutes les communautés et sensibilités religieuses ont été rencontrées par les membres de l'Alliance. Et mêmes quelques notabilités du monde musulman n'ont pas été occultées de la visite de l'Alliance chérifienne.

Le congrès pour lequel le parrainage du ministre de la Réconciliation et de la Cohésion sociale, colonel-major, Ismaël Wagué est sollicitée, a retenu trois grands thèmes. Le premier est intitulé : « Islam, gouvernance : transparence, honnêteté, respect du bien public ». Le second porte sur : « Islam, cohésion sociale, le vivre ensemble : amour de l'autre, tolérance, partage et vivre ensemble ». Et le troisième est ainsi formulée : « Islam, paix et sécurité : pouvoir, justice, respect des droits individuels et collectifs ». Les trois thèmes autour desquels les conférences débats seront animées lors dudit congrès, ont été brièvement expliqués par des professeurs chercheurs retenus pour la circonstance. Ensuite, il y a eu la phase questions - réponses. Laquelle a permis d'ap-

Enlèvements et disparitions : Les Maliens entre peur et doute !



Depuis un certain temps, les enlèvements sont légions au Mali. En plus des raptés orchestrés par les groupes terroristes, une autre forme d'enlèvement s'est développée ces derniers temps dans les grandes villes et même à Bamako. Cette multiplication des enlèvements et disparitions laisse pleine une véritable inquiétude chez les citoyens.

Les enlèvements et disparitions continuent d'inquiéter de nombreux maliens à travers le pays. Des leaders religieux, d'opinion et plusieurs autres citoyens sont victimes de ces enlèvements. Certains sont entre les mains de leurs ravisseurs depuis des années.

Un des derniers cas de disparition est celui de Mamedi Dioula Dramé, du mouvement Ensemble pour le redressement. Disparu vendredi 02 décembre 2022, il est rentré chez lui lundi 05 décembre 2022 sans donner de détails sur ses présumés ravisseurs ainsi que les conditions de sa « libération ». Quelques heures, plus tard, la disparition d'une dame avec ses enfants entre Bamako et Kati est annoncée par des internautes maliens. A ce stade, aucune précision n'est donnée sur l'évolution de ce cas. Le père blanc de l'Institut de Formation Islamo-Chrétienne (IFIC) reste, lui aussi, introuvable, selon ses proches. Ces derniers précisent que des investigations de la police sont en cours. Le père Hayo est porté disparu depuis le 20 novembre dernier. Les autorités administratives sont aussi concernées par ces enlèvements. Aly Cissé, sous-préfet de Farako et Drissa Sanogo préfet de Gourma-Rharouss, enlevés respectivement en 2019 et en 2020, restent également introuvables.

Les hommes de médias ne sont pas épargnés. Hamadoun Nialibouly, Moussa Dicko et Olivier Dubois ont été enlevés entre 2020 et 2021 au centre et au nord du pays. Birama Touré aussi a disparu depuis 2016. Face à ces enlèvements et disparitions, les maliens invitent les autorités à œuvrer davantage pour la sécurité des populations.

En plus des enlèvements, il faut signaler le vol des enfants. Le phénomène a également pris de l'ampleur à Bamako qu'il faille demander aux parents et citoyens de renforcer la vigilance mais aussi, il revient aux autorités de prendre des mesures idoines pour décourager les commanditaires et leurs complices.

Binadjan Doumbia

porter plus précisions et détails aux préoccupations soulevées par les hommes des médias présents.

Ki-Zerbo



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maîtrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Prévention de l'extrémisme violent en milieu carcéral : l'expérience mauritanienne partagée avec les leaders religieux et prêcheurs du Mali



Eviter que les personnes détenues ne se radicalisent davantage et/ou ne convertissent leurs codétenus à leur idéologie extrémiste, tel est le but de l'atelier intitulé « Prévention de l'extrémisme violent en milieu carcéral : échanges de bonnes pratiques des leaders religieux et prêcheurs du Mali et de la Mauritanie ». Ouvert ce 6 décembre 22 à Bamako, il doit renforcer les capacités des institutions pénitentiaires en la matière en promouvant la collaboration sous-régionale, à travers le partage de l'exemple mauritanien. Pays du Sahel voisin du Mali, la Mauritanie a développé une expertise reconnue dans la lutte contre l'extrémisme violent. Forte de neuf membres, la délégation mauritanienne compte plusieurs leaders religieux et représentants des institutions judiciaires et pénitentiaires. Un choix qui selon l'Ambassadeur de Mauritanie au Mali, Son Excellence Ahmed Ould HAMÉÏDOU doit permettre « un échange fructueux afin que les prisons maliennes ne deviennent pas un terreau fertile à la radicalisation ». Présent au lancement de cette activité, El-Ghassim WANE, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali a souligné la fructueuse collaboration qui existe entre la MINUSMA et l'Etat malien, ainsi que les progrès accomplis dans la lutte contre l'extrémisme violent, avec l'élaboration d'une politique nationale de lutte contre ce phénomène. Le Chef de la MINUSMA a également saisi cette occasion pour réaffirmer l'engage-

ment de la MINUSMA et de ses partenaires à soutenir le renforcement des capacités des ministères de la Justice et celui chargé des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes pour lutter contre toutes formes de radicalisation et d'extrémisme violent en milieu carcéral. « Cette tâche qui est la vôtre, a-t-il dit, elle emporte des nombreux défis et elle nécessitera toute notre ardeur, et notre motivation collective ».

Un message reçu par les autorités maliennes qui, par la voix du Secrétaire général du ministère des Affaires religieuses, Toumani SANGARÉ, se félicitent de cette initiative qui, a-t-il dit « permet d'être à l'écoute de ce que nos

frères de la Mauritanie ont fait dans ce domaine ». Une expérience qui selon lui doit-être dupliquée et élargie au-delà du cadre carcéral car « la radicalisation ce n'est pas seulement dans les prisons, c'est partout, » a-t-il conclut. Pour le Directeur de la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation surveillée (DNAPES), le Général Abdoulaye MAÏGA, « l'atelier (...) permettra de partager des expériences avec nos frères de la Mauritanie parce que ces deux pays traversent la même situation ».

Ce cadre d'échange vise plusieurs objectifs tels que le renforcement de la collaboration sous-régionale pour un meilleur partage des bonnes pratiques et, le renforcement des connaissances des leaders religieux en matière de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent en milieu carcéral. Soutenue par la MINUSMA, cette rencontre est organisée au profit du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, du personnel pénitentiaire et des détenus mais aussi du ministère malien des Affaires religieuses, du culte et des coutumes, ainsi que des leaders religieux musulmans et chrétiens du Mali.

Source : Minusma



Célébration des 150 ans d'existence : La poste innove avec PostMoney !

La Poste du Mali a fêté ses 150 ans d'existence. La vieille dame qui entend faire de son âge un atout, compte sur les autorités de la Transition pour mener à bien son projet de redynamisation et de relance mais surtout de réadaptation face aux mutations technologiques actuelles. C'est ainsi qu'après deux jours de débats et de réflexions, les responsables de la poste ont annoncé plusieurs réformes dont la plus éminente dévoilée à la soirée gala, est la mise en place de l'application PostMoney.



C'est le vendredi, 9 décembre 2022 que les rideaux sont tombés sur les festivités marquant les 150 ans d'existence de la Poste et ses services au Mali. Pour faire d'une pierre deux coups : célébrer cet anniversaire historique mais surtout marquer un pas en changeant de cap en se réadaptant au contexte actuel du monde.

Cette célébration s'est clôturée sur une note d'espoir : le lancement très prochain de la plateforme PostMoney, une solution intégrée de mobile money de la poste du Mali. C'est une plateforme de gestion de monnaie électronique qui, selon le PDG de la poste, Ibrahima Haïdara est présent dans plus de 100 pays. Cette solution facilitera les services de transfert d'argent, paiement marchand, paiement de salaires entre autres. La poste est en train de construire un nouveau modèle économique adapté.

Et cette démarche est bien soutenue par les plus hautes autorités du pays. Cette entreprise plus que centenaire a le souci de ne pas se faire dépasser par l'évolution technologique. Le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration en a donné l'assurance lors de la cérémonie d'ouverture de la commémoration.

L'année 2021 marquait les 150 ans de la Poste du Mali. L'événement a été célébré hier au Centre international de conférences de Bamako, sous la présidence du ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna Mamadou Toureh.

Il y avait également le Président directeur général de la Poste, Ibrahima Haïdara, le directeur général de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des tech-

nologies de l'information et de la communication et des postes (AMRTP), Saïdou Pona Sankaré et d'autres personnalités.

La célébration des 150 ans de la Poste du Mali est l'occasion de présenter à la population l'apport immense de ce service à l'histoire de notre pays. En effet, le service postal fut institué au Soudan français par l'administration coloniale depuis le XIX^e siècle sous la dénomination des Postes et télégraphes (P&T) de 1879 à 1920 puis Poste télégraphe téléphone (PTT) de 1921 à 1959.

Selon les explications de l'historien Modibo Diallo, le premier bureau de poste fut créé en 1871 à Niour du Sahel, suivi des bureaux de Bafoulabé et de Kati en 1881, ceux de Kayes et Toukoto en 1882, celui de Bamako en 1883. Harouna Mamadou Toureh a ajouté que la ville de Bamako, devenue chef-lieu de cercle avant de devenir la capitale du Soudan français en

1920, accueillera des activités postales dans les locaux de l'une des plus grandes réalisations architecturales de la colonisation en l'occurrence, la Recette principale de Bamako appelée «poste-ba» construite entre 1914-1915.

Le ministre Toureh a aussi rappelé que la direction fédérale des services de poste basée à Dakar coordonnait celle du Soudan français créé à Kayes en 1904 et transférée à Bamako en 1905 soit 34 ans après la création du bureau de poste de Nioro. Il a noté que la Poste qui exerce une fascination sur une grande partie de la population, nous révèle un parcours chargé d'histoire qui, de la distribution à dos d'âne, à cheval, à chameau, à bicyclette, emploie aujourd'hui des mobylettes, des véhicules utilitaires et des avions. Et d'ajouter que l'avènement du numérique a posé les jalons de fortes mutations qui affectent les modes de production, la vie des populations, de même que l'activité postale dans le monde.

Ainsi, Harouna Mamadou Toureh a révélé que les postes, restées en marge de cette mutation, ont peu à peu perdu de leur efficacité et pour la plupart, ont lamentablement sombré. Toutefois, a indiqué le ministre, la Poste du Mali a décidé de faire partie de la première catégorie, celles des postes qui se transforment pour s'adapter à leur environnement et demeurer utiles. **«La Poste, jadis, responsable du transport des lettres, des colis, des personnes et des envois de fonds, se doit de redéfinir et d'imprimer de nouveaux contours afin qu'elle s'adapte aux exigences de l'heure marquée par la ré-**



volution électronique », a-t-il soutenu.

Le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration a fait savoir que les autorités de la Transition s'inscrivent dans la dynamique de la relance de la Poste. Cette politique de relance, a-t-il précisé, est axée sur la rénovation en profondeur de l'entité postale et ses outils d'intervention afin de faire de la Poste un outil de développement et de croissance conformément à la vision du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta.

Le Président directeur général de la Poste a évoqué les actions qui sont en cours pour permettre le renouveau de sa structure. Ibrahim Haïdara a rappelé que la Poste du Mali est une entreprise citoyenne dont la vocation principale est de participer à la croissance économique de notre pays.

La célébration des 150 ans de la Poste du Mali a été marquée par un vernissage et une conférence-débat.

■ Binadjan Doumbia



Rentrée solennelle des auditeurs du cycle du BPB : 90 auditeurs célébrés !

Le ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, a présidé, le jeudi 8 décembre 2022, la cérémonie de lancement de la rentrée solennelle des auditeurs du cycle du Brevet Professionnelle de Banque (BPB) au titre de l'année académique 2022 - 2023 couplée à la remise officielle des diplômes des auditeurs terminalistes (2019-2020, 2020-2021), au centre de perfectionnement et de reconversion (CPR / ANPE).



C'était en présence du Président de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), Président du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, Yacouba Katilé, la Présidente de l'Association professionnelle des Banques et Établissements financiers du Mali (APBEF) Mme Sidibé Aissata Koné, du directeur général de l'ANPE Ibrahim Ag Nock, des membres du Cabinet et des auditeurs.

Dans son intervention, le directeur général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, Ibrahim Ag Nock, s'est félicité de la tenue de cette session dans un contexte particulier, marqué par une crise économique mondiale. Il a ensuite mis sur le curseur sur l'historique des formations tout en faisant ressortir que la formation du Brevet professionnel de banque est une exclusivité de l'Agence Nationale Pour l'Emploi en partenariat avec l'Association professionnelle des Banques et Établissements financiers du Mali. Ouverte aux titulaires du Certificat d'Appétude Professionnelle (CAP) banque, du brevet

de technicien et de tout autre diplôme équivalent, la formation dure trois ans et est axée sur les matières de banque. Avant de conclure, le directeur de l'ANPE a salué les formateurs pour leur professionnalisme durant toute la formation.

Mme Sidibé Aissata Koné, présidente de l'Association professionnelle des Banques et Établissements financiers du Mali (APBEF), a abondé dans le même sens que son prédécesseur. Elle a également laissé entendre que l'environnement bancaire connaît aujourd'hui d'importantes mutations. Les défis de cybercriminalité, de blanchiment de capitaux, ou encore de la banque digitale. Face à ces enjeux, les banques ont besoin de beaucoup d'imagination et d'un personnel bien formé. Après avoir salué les partenaires techniques et financiers, le représentant des formateurs a saisi cette occasion pour encourager les auditeurs. Il a fait un plaidoyer pour la reprise des appuis pédagogiques en faveur des agents de régions qui souffrent énormément.

Le ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, dans son discours, a affirmé que les ressources humaines étant la première richesse d'une entreprise, leur perfectionnement et/ou leur reconversion demeure un défi pour sa performance. A ce titre, elles doivent faire l'objet d'une attention particulière en les faisant bénéficier de formation continue, les ressources humaines bien formées étant un gage de prospérité d'une entreprise. Pour conclure, le ministre Doumbia a demandé à l'APBEF de mettre un accent particulier sur le financement des projets d'entreprenariat, surtout des jeunes filles, en leur accordant un taux préférentiel.

Le clou de la cérémonie a été la remise des diplômes du brevet professionnel de banque aux 90 auditeurs et la visite des salles de cours ont mis fin à la cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo

7eme comité de concertation et de suivi (CCS) DU PAFHA+ : Faire de la filière pêche, une manne financière

Les travaux du comité de concertation et de suivi du projet d'appui à la filière halieutique (PAFHA+) ont été présidés le jeudi 8 décembre 2022, par le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, dans la salle de conférence du Grand Hôtel de Bamako.



Le plat de résistance de cette session : portait sur la revue des recommandations du dernier cadre de concertation, la présentation et la validation du rapport de l'an 6 du projet, la présentation et validation des propositions et réorientations stratégiques, et la planification opérationnelle de l'année 7 du projet. L'objectif : est d'augmenter la contribution du sous-secteur de la pêche à la croissance économique du pays, à travers une augmentation durable des ressources halieutiques et aquacoles en vue d'améliorer les conditions de travail et de vie des populations vivant de la pêche et de l'aquaculture afin de faire du Mali une puissance Agricole sous régionale.

La représentante de la délégation de l'Union Européenne, Mme Albulescu Ioana, a rappelé que l'Union Européenne accompagne le Mali et finance le programme, qui vise à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au profit direct de la population malienne. « **Nous sommes fiers de cette intervention qui met en avant la coopération de l'UE sur nos secteurs souvent sous valorisés en**

vue de l'importance stratégique des ressources halieutiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi pour la résilience des populations et la création des revenus et d'emplois. Pour la représentante de la délégation de l'UE, le Mali est parmi les premiers producteurs des captures continentales de l'Afrique de l'Ouest avec une production annuelle entre 100 000 et 130 000 tonnes par an principalement la pêche continentale, mais aussi l'aquaculture occupe plus de 5% de la population malienne et des filières halieutiques contribuent à plus de 5% de la population malienne », a-t-elle dit.

Le Représentant Résident Enabel est revenu sur le bien-fondé du projet PAFHA+.

« **On est déjà sur une couche des gens qu'on veut atteindre et qu'on est en train d'atteindre. Donc, on a la qualité, on a la bonne approche, il nous faut la quantité et donc pour le reste on a l'accompagnement du projet, qui va faire en sorte qu'on puisse maintenir la qualité et la quantité,**

qu'on puisse avoir du poisson et qu'on puisse transformer jusqu'au produit et générer des valeurs ajoutées », a-t-il fait savoir.

Le ministre du Développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, dira que pour atteindre cet objectif, les actions à mener devront s'articuler notamment autour de l'aménagement des pêcheries, la réalisation d'infrastructure d'accueil, un appui institutionnel accru aux acteurs du sous-secteur avec un accent particulier sur la formation du personnel d'encadrement, la promotion de l'aquaculture, l'utilisation des espèces locales de poissons à fort rendement en aquaculture, l'organisation de marché au poisson, la mise en place de mécanisme de financement, le développement des infrastructures socioéducatives de base. Au cours de la 6ème année d'exécution du Projet, il a été constaté une nette accélération dans la mise en œuvre conjointe de certaines activités qui contribuent directement à l'atteinte des résultats du Projet. Il s'agit entre autres de la mise en œuvre de la cogestion des pêcheries par l'élaboration de convention locales de pêche dans 12 Communes des régions de Ségou et Mopti, des pisciculteurs privés, de l'organisation de plans de campagne de pisciculture communautaire, de la formation des agents des services techniques de la pêche et de l'aquaculture, de la formation des transformatrices et leur dotation en matériel, de la poursuite des travaux des infrastructures portuaires de l'ODPA-DIN et des infrastructures d'accueil du CFPA de Molodo.

Pour rappel, le PAFHA+ a été financé par l'Union Européenne à hauteur de 5 240 000 000 FCFA dans le cadre de son Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire au Mali (PRORESA). Sur le plan de la sécurité alimentaire, au titre du 11ème FED pour le Mali (2014-2020), notre pays a bénéficié d'un appui financier de la Délégation de l'Union Européenne d'un montant de 2,5 millions d'Euros en 2021. Le PAFHA+ est exécuté par Enabel, l'Agence Belge de Développement au Mali, en collaboration avec la Direction Nationale de la Pêche et ses services déconcentrés dans les régions de Ségou et Mopti.

■ Ibrahim Sanogo



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Droit électoral et contentieux électoraux : Les acteurs électoraux à l'école de l'INFJ-MDD et de l'UNITAR

Ils étaient magistrats, huissiers, acteurs politiques, journalistes et représentants des organismes de la société civile malienne à prendre part à la session de formation sur : « Droit électoral et contentieux électoraux », organisée par l'Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba Diallo (INFJ-MDD) et son partenaire l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (Unitar). L'objectif de la formation est de renforcer la connaissance sur le processus électoral et le contentieux électoral au Mali, afin de prévenir et répondre aux conflits et à la violence électorale.

Au total ce sont 4 sessions qui sont prévues pour 5 jours ouvrables chacune, à compter du 21 novembre. Elle prendra fin le 16 décembre prochain. Les participants, une cinquantaine par session, sont composés des acteurs judiciaires, des journalistes, des acteurs politiques et des organismes de la société civile malienne.

« L'Institut national de formation judiciaire Maître Demba Diallo est une école. Il y a certes l'école de la magistrature, il y a également l'école des greffes, des notaires, des huissiers commissaires de justice et des surveillants pénitenciers. Ce sont ces 5 corps que nous formons. Nous assurons non seulement la formation judiciaire de ces 5 corps, mais également la formation continue, formation de

perfectionnement pour renforcer l'Etat de droit au Mali », a expliqué Dr Toubaye Koné, directeur de l'Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba Diallo (INFJ-MDD).

A ses dires, au début, c'était le Centre de formation de la magistrature de 1981 jusqu'en 1986. C'est à partir de 1990 qu'elle a été érigée en Institut de formation élargi aux autres métiers de la justice, et en 2001 un établissement public à caractère scientifique. « Nous avons signé un partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (Unitar).

Amadou Bah, magistrat à la retraite, représentant des formateurs, a souligné la spécificité de cette formation qui se veut participative avant d'inviter les uns et les autres au respect

des règles de conduite tout au long de la session, 5 jours durant.

Baya Berthé, magistrat à la retraite, représentant de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (Unitar), pour sa part dira que les deux instituts partenaires sont tous dédiés pour la formation et la recherche. Courant septembre 2021, les deux ont signé un protocole d'accord au terme duquel les parties s'engagent à assurer une formation continue à l'ensemble des corps de la magistrature. Egalement, en dehors de la magistrature, vous avez des journalistes, des partis politiques, la société civile. Les deux instituts ont voulu ratisser large afin que cette formation bénéficie à l'ensemble du secteur de la justice et de la société civile. Il s'agit d'un appui à la transition malienne et la promotion de l'état de droit », a indiqué le représentant de l'Unitar.

Les différents thèmes abordés sont entre autres : Cadre juridique des élections au Mali (contrôle et contestations des instruments juridiques des élections), l'étude des types d'organe de gestion des élections, études de cas Médias et élections, les conditions et indicateurs d'une élection réussie, les modes d'accès au pouvoir, le processus électoral, mode de calcul des sièges en matière de représentation proportionnelle, modes de scrutin et détermination des sièges, jurisprudence en matière préélectorale au Mali.

Moussa Sékou Diaby
Source : Tjikan



Accord d'Alger par la Médiation : Le jeu trouble de la CMA

L'accord d'Alger et la mort de Sidi Brahim Sidati ont été au cœur d'une réunion de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Dans une correspondance adressée au Ministre des Affaires étrangères d'Algérie, Ramtane Lamamra, la CMA demande une réunion d'urgence qui se justifie par « le besoin d'un examen décisif de sa viabilité ».



La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) a, sur convocation de son président en exercice, M. Alghabass AG INTALLA, tenu du 07 au 09 décembre 2022 à Kidal, une session ordinaire de son Bureau Exécutif.

Les discussions engagées et encadrées par le président de la CMA secondé par les Secrétaires

Généraux des mouvements ont essentiellement porté sur l'accord de paix issu du processus d'Alger ainsi que la disparition de Feu Sidi Brahim Ould Sidati, l'ex-président de la CMA assassiné à Bamako le 13 avril 2021. Dans le communiqué ayant sanctionné la rencontre, la CMA a invité à diligenter la tenue d'une consultation dans les plus brefs délais

en un lieu neutre, entre elle et les garants de l'Accord afin de déterminer définitivement de l'avenir de l'Accord.

« La Coordination des Mouvements de l'Azawad reconnaissant des efforts déployés par la médiation internationale conduite par l'Algérie et ayant abouti à la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger depuis bientôt huit ans ; vient par la présente solliciter une réunion d'urgence avec l'ensemble de la médiation internationale dans un lieu neutre. Cette demande se justifie par le besoin d'un examen décisif de sa viabilité », lit-on dans ce communiqué.

Toujours lors de cette rencontre, la CMA a aussi demandé au Conseil de Sécurité la suite réservée à la requête introduite par la CMA relative à l'enquête sur l'assassinat de Feu Sidi Brahim Ould Sidati.

Selon le communiqué, la session a été également une occasion pour la CMA de remercier tous les partenaires occasionnels et traditionnels et tous ceux qui œuvrent inlassablement pour que les déplacés et les réfugiés de l'Azawad où qu'ils soient gardent un minimum de dignité humaine.

Par ailleurs, il y a quelques jours, La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) s'alarmait au sujet de la recrudescence des actes de violence depuis un moment sur son "territoire". Le groupe armé signataire de l'accord d'Alger avait, dans un communiqué accusé « les FAMas et de leurs supplétifs Wagner » d'être à l'origine « des actes de tortures, d'assassinats, d'enlèvements et de vols des biens des populations inno-



centes ». Alors que les FAMas avaient, dans un communiqué, rejeté ces accusations circulant sur les réseaux sociaux, affirmant ne pas se reconnaître « **ni de près ni de loin dans ... cette tentative d'intoxx et de désinformation** ».

« **La Coordination des Mouvements de l'Azawad constate avec regret depuis un certain temps la recrudescence des actes de tortures, d'assassinats, d'enlèvements et de vols des biens des populations innocentes rapportés à l'encontre des Famas et de leurs supplétifs Wagner sur l'ensemble du territoire de l'Azawad, en plus des atrocités auxquelles les terroristes les soumettent quotidiennement** », avait indiqué la CMA dans un communiqué jeudi 8 décembre 2022.

La CMA avait également précisé que « **les cas les plus récents et les plus abjects ont eu lieu respectivement le mardi 6 Décembre 2022 à Kita dans le cercle de Teninkou, région de Mopti à travers une descente musclée des Famas et de leurs partenaires à l'occasion de la foire hebdomadaire se soldant par des morts, des blessés et des personnes enlevées et à Charbali le 27 Novembre 2022 à 6 km environ au Sud Est de Ménaka avec son corollaire de pillages et d'exactions** ».

Tout en condamnant ces violations répétées et manifestes des droits humains, la CMA avait mis « **en garde l'Etat contre les amalgames de plus en plus récurrents, exige la libération des détenus, la cessation immédiate de ces atrocités et la traduction devant la justice des auteurs de ces tueries** ».

Par ailleurs, dans ce communiqué signé par le porte-parole Almou Ag Mohamed, la CMA a lancé « **un appel pressant aux organisations humanitaires à intervenir en faveur des populations déplacées pour atténuer les effets de la catastrophe humanitaire en cours** ».

Deux jours après la sollicitation des organisations humanitaires à intervenir, la CMA « **solliciter une réunion d'urgence avec l'ensemble de la médiation internationale dans un lieu neutre** ».

■ Binadjan Dombia

Espace d'Interpellation Démocratique les Maliens y croient toujours : 334 interpellations contre 280 l'année dernière

La cérémonie d'ouverture de la 26^e session de l'Espace d'interpellation démocratique (EID) s'est tenue le samedi 10 décembre au Centre international de conférence de Bamako (CICB). Au titre de cette Session, le Secrétariat Permanent de l'E.I.D a enregistré 334 interpellations contre 280 l'année dernière.

L'occasion a été opportune pour le médiateur de la République, SANOGO Aminata MALLE, de faire l'état des lieux de la 25^{ème} session de l'espace d'interpellation démocratique.

Cette activité a été présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, représentant Monsieur le Premier ministre, le colonel Abdoulaye Maïga, des membres du Gouvernement, du Conseil national de transition (CNT), des représentants du corps diplomatique, des autorités coutumières et traditionnelles et des défenseurs des droits humains.

L'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) a commencé en 1994 sous l'impulsion du ministère de la Justice en collaboration avec celui de la Culture et de la Communication avant d'être institué en Forum annuel deux années plus tard, par un décret du 31 mai 1996. Après deux décennies de pratique, l'organisation de ce Forum a été confiée au Médiateur de la République par un décret du 24 février 2012. En 2014, le Médiateur de la République a mis en place un Secrétariat Permanent pour assurer la préparation et l'organisation des sessions de l'E.I.D ainsi que le suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations du Jury d'Honneur. Cette initiative a favorisé une synergie d'actions entre le Secrétariat Permanent et les différents départements ministériels dans le traitement des interpellations et la mise en œuvre des recommandations du Jury d'Honneur, à la satisfaction des interpellateurs.

Prononçant son discours, le médiateur de la

République, SANOGO Aminata MALLE a déclaré qu'au titre de la 26^{ème} Session, le Secrétariat Permanent de l'E.I. D a enregistré 334 interpellations contre 280 l'année dernière. « **Lors des travaux de dépouillement, la Commission préparatoire, conformément aux critères définis par le Règlement intérieur a classé les dossiers comme suit : 28 dossiers pour la lecture ; 215 dossiers pour suite à donner ; 84 dossiers non retenus. A cela, il faut noter la satisfaction de sept (7) demandes d'interpellation pendant les travaux de dépouillement** », a-t-elle avancé.

Toutefois, elle a précisé que sur 334 interpellations reçues, 240 proviennent des Délégations Territoriales.

A cet effet, elle a noté une hausse sensible du taux de participation des femmes qui est passé de 27 interpellations en 2021 à 45 cette année, soit 13,48 %, avec l'espoir que cette dynamique se poursuivra pour les sessions futures.

En outre, le médiateur de la République a expliqué que le dépouillement des interpellations reçues au cours de cette session fait apparaître la prédominance des litiges domaniaux et fonciers, suivie des problèmes liés aux demandes de paiement de droits, aux difficultés liées à l'accès à la justice, à l'inexécution des décisions de justice, aux demandes de régularisation de situations administratives, aux demandes d'assistance, à l'exécution des marchés et contrats, aux violations des droits humains et les atteintes au patrimoine culturel.



L'état des lieux de la 25 session de l'E.I.D

Au cours de la présente session, le médiateur de la République, SANOGO Aminata MALLE a rappelé que la 25ème Session a enregistré 280 demandes d'interpellation, dont 206 retenues. Sur ces 206, 53 ont fait l'objet d'une lecture publique et 153 pour suite à donner. **« Conformément au Règlement intérieur de l'E.I.D, le Secrétariat Permanent a tenu deux réunions de suivi et un atelier d'évaluation au cours desquels les résultats ci-dessous ont été enregistrés. Les 53 interpellations retenues pour la lecture ont toutes reçu des réponses des départements ministériels interpellés, soit un taux d'exécution de 100 % »**, a-t-elle dit. Néanmoins, elle a souligné que sur ces 53 interpellations, 22 ont été satisfaites par le ministère concerné avant le 10 décembre 2021. S'agissant des 153 interpellations retenues pour suite à donner, elle a indiqué que 144 ont eu des réponses, soit un taux d'exécution de 94,11 %. Quant aux 31 recommandations formulées par le Jury d'Honneur à l'endroit des départements ministériels, elle a déclaré que 28 ont reçu des suites, soit 90,32 %.

« Ce bilan m'autorise à adresser mes sincères remerciements à tous les départements ministériels pour l'intérêt qu'ils accordent à ce Forum démocratique qui contribue à l'amélioration des relations

entre l'Administration et les usagers des Services publics », s'est-elle réjouie.

Pour conclure, elle a lancé un appel au Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur et au Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne en

vue d'appuyer les efforts du Médiateur de la République pour une pleine participation des maliens établis l'extérieur à ce Forum.

■ Maffenin Diarra



Femmes et paix : Les avancées du Mali à l'aune de la résolution 1325

La commémoration du 22ème anniversaire de la résolution 1325 a permis de faire le bilan sur les avancées constatées et de mener la réflexion sur les défis qui freinent l'atteinte des objectifs de ladite résolution.

La résolution 1325 est un acte d'engagement pris par les Nations Unies pour impliquer les femmes dans la restauration de la paix, à travers des mécanismes dont elles en ont le secret. Pour que leur implication soit effective sur le terrain, des pays ont été invités à l'adoption de cette résolution par la mise en place des plans nationaux. A travers lesquels, des actions ont été menées, à la faveur de la paix. Donc, pour évaluer les acquis des plans nationaux de mise en œuvre de l'agenda 1325, une journée a été instituée au nom de cette résolution. Dès lors, elle est commémorée chaque année. C'est dans tel esprit que rendez-vous était pris ce vendredi 9 décembre 2022, au musée de la femme, « Muso Kunda », sis à Korofina, en commune I du district de Bamako. C'était sur l'invitation sur ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et des partenaires de premier rang, à savoir ONU Femmes et la MINUSMA. L'étape protocolaire de la journée commémorative a été marquée par trois discours, en lien avec un thème retenu pour la circonstance ainsi intitulé : « **Construire la paix et la cohésion sociale avec les femmes** ». Pour la représentante résidente de l'ONU

Femmes, Mme Marie Goreth Nizigama il a été possible de créer ces 10 dernières années un environnement favorable à la mise en œuvre des engagements sur les femmes, la paix et la sécurité à travers la mise œuvre du 3ème plan national de la Résolution 1325 sous le leadership du ministère de tutelle. Egalement, ce plan a permis de réaliser des progrès importants dans la représentation et la participation des femmes aux instances de prise de décisions pour la paix au Mali. Chose qui se justifie par leurs présences massives au comité de suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger en tant que membres des mécanismes de paix nationaux. Aussi, selon elle, 3096 femmes ont activement contribué aux efforts de médiation et de résolution des conflits dans les communautés, la représentativité et la participation effective des femmes et des jeunes dans les mécanismes locaux de gestion des conflits s'est accrue, passant en moyenne de 8 % en 2019 à 34% 2020.

De son côté, le représentant de la MINUSMA au Mali, M. El Ghassim Wane dit avoir été témoin de l'engagement et de la détermination des femmes maliennes dans les mécanismes

de prévention des conflits, de sécurité, de renforcement de la cohésion sociale et du vivre ensemble. « **Sans jamais se décourager, elles s'engagent dans les plaidoyers au profit de leurs propres communautés, elles défendent non seulement leurs droits, mais aussi ceux des enfants et des jeunes, fer de lance d'un Mali paisible et inclusif** » a-t-il fait comprendre. Avant de faire savoir que leur représentativité au Comité de Suivi de l'Accord (CSA) est passé de 3 % à 38%, avec l'intégration de 9 femmes en 2021 et de 15 femmes supplémentaires en septembre dernier.

Le secrétaire général du département de tutelle, M. Sayon Doumbia, représentant son ministre a laissé entendre que la mise en œuvre des plans d'actions a permis d'atteindre des résultats tels que l'application de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 permettant d'augmenter le pourcentage de femmes aux postes nominatifs et électifs le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales genre au sein des départements sectoriels, la prise en charge des survivantes au niveau des ONE STOP Centres, le renforcement des capacités des Acteurs de la Chaîne Pénale sur la Résolution 1325 et connexes. A ceux-ci, s'ajoutent la constitution de pools de formatrices au niveau local sur la Résolution 1325 et le Plan d'action national au niveau régional, la réinsertion socio-économique des femmes et des filles affectées par les conflits à travers les activités génératrices de revenus etc.

La célébration de la journée a pris fin par la visite d'exposition photo sur la thématique : « **Quand les femmes prennent la paix en main** ». A travers cette thématique, la lumière a été faite sur le travail des femmes maliennes à travers des figures emblématiques comme Mme Mouna Awata Touré, Mme Loda Coulibaly. Elle est l'œuvre d'une jeune dame du nom Mme Kani Sissoko.

Ki-Zerbo



Niger : Les législateurs veulent criminaliser les relations homosexuelles

Un groupe de législateurs nigériens a soutenu une motion visant à criminaliser les relations homosexuelles dans le pays. La grande majorité de la population du Niger est musulmane, mais elle a un gouvernement laïc et il n'existe actuellement aucune loi spécifique sur les relations homosexuelles. Les députés disent que les relations homosexuelles sont contraires aux croyances religieuses et culturelles du peuple.



Un groupe de législateurs nigériens a soutenu une motion visant à criminaliser les relations homosexuelles dans le pays.

La grande majorité de la population du Niger est musulmane, mais elle a un gouvernement laïc et il n'existe actuellement aucune loi spécifique sur les relations homosexuelles.

Les députés disent que les relations homosexuelles sont contraires aux croyances religieuses et culturelles du peuple.

La proposition a été présentée au président du Parlement par Nana Djibou Harouna, une députée de la région sud de Maradi.

Elle a déclaré lors d'une conférence de presse jeudi dans la capitale, Niamey, que cette décision visait à protéger les « droits et intérêts du public ».

Mme Harouna a décrit l'homosexualité comme un « problème affectant notre société ».

Elle a déclaré qu'ils avaient mené de larges consultations et que la proposition avait reçu le soutien des citoyens nigériens ainsi que de presque tous les députés.

On ne sait pas encore quand la question sera officiellement débattue au parlement. On ne sait pas non plus quel type de punition ils veulent voir stipulé dans la législation.

Cette décision intervient quelques semaines seulement après qu'un tribunal de Maradi a acquitté deux jeunes femmes d'accusations liées au lesbianisme parce qu'il n'y avait pas de législation claire criminalisant les relations homosexuelles.

Au lieu de cela, elles ont été emprisonnées pendant deux ans après avoir été reconnues coupables d'avoir publié leurs vidéos nues sur les réseaux sociaux dans lesquelles elles auraient été vues en train de commettre un acte lesbien.

Source : Bamada

UEMOA : Le gouverneur Jean-Claude Kassi Brou explique la hausse des taux directeurs de la BCEAO par l'inflation qui devrait se situer à 8 % pour l'ensemble de l'année 2022

Pour la troisième fois depuis le mois de juin 2022, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à travers le Comité de politique monétaire (CPM), a relevé ses taux directeurs. La dernière décision de hausse des taux directeurs de 0,25 point de base après juin et septembre a été prise, vendredi 9 décembre 2022, à l'issue de la 4e session du Comité de politique monétaire tenue au siège de la BCEAO, à Dakar.

"Le Comité de politique monétaire de la BCEAO s'est réuni, ce vendredi 9 décembre 2022 pour examiner la situation économique, financière et monétaire au vu des informations les plus récentes. À l'issue de ces travaux, le Comité de politique monétaire a décidé de relever ses taux directeurs de 0,25 point de base. Ce qui fait que le taux d'intervention de la Banque Centrale, c'est-à-dire que le taux auquel la Banque Centrale prête aux banques commerciales, passe de 2,50 à 2,75 %", a indiqué le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi Brou lors de son face-à-face avec la presse, à la fin de la session du Comité de politique monétaire.

Jean-Claude Kassi Brou explique la décision de revoir à la hausse les taux directeurs de la BCEAO par la poursuite de la dynamique initiée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour lutter contre la tendance haussière de l'inflation dans la zone UEMOA. "Cette poursuite de la normalisation de la politique monétaire qui s'est traduite par la hausse des 0,25 points de base est due essentiellement à l'évolution de l'inflation. Sur la base des dernières informations disponibles, le taux d'inflation dans la zone UEMOA devrait ressortir à fin octobre 2022 à 8,4 %. C'est un taux qui est très élevé", constate Jean-Claude Kassi Brou.

Le Gouverneur de la BCEAO rappelle que l'objectif de l'institution émettrice à travers ces séries de mesures est de revenir à l'intervalle cible de 1 à 3 %. "La hausse de l'inflation, sur

la base des estimations que nous avons faites, devrait se situer autour de 8 % pour l'année 2022. On sait que ça vient de la hausse des prix des produits énergétiques. Ça vient également de la hausse des prix des produits alimentaires, de la hausse du coût du transport. Donc, il y a des facteurs extérieurs et des facteurs intérieurs", explique le Gouverneur Kassi Brou.

Le Comité de politique monétaire de la BCEAO va poursuivre dans sa dynamique jusqu'à ob-

tenir une baisse substantielle de l'inflation dans la zone UEMOA.

Comparés à d'autres pays dans d'autres zones, les pays de l'UEMOA sont à des niveaux d'inflation "meilleurs". Cependant, l'inflation reste trop élevée par rapport aux populations cibles, a néanmoins fait observer le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi Brou.

Makhtar C.
Source : Bamada



Allemagne/Russie : Vladimir poutine répond aux déclarations faites par Angela Merkel au Zeit...



Les conséquences des dernières déclarations faites par Angela Merkel au Zeit : « Les accords de Minsk sont divisés en deux parties, le premier accord ayant été signé en 2014 dans l'optique d'arrêter la guerre dans la région du Donbass, région où combattait les séparatistes russes face à l'armée ukrainienne. Puis, en 2015, les accords de Minsk II ont été signés avec l'objectif d'imposer un cessez-le-feu, retirer les armes lourdes du front et effectuer des échanges de prisonniers. Merkel a déclaré concernant les accords qui ont été négociés avec l'aide de la France et l'Allemagne : « L'accord de Minsk de 2014 était une tentative de donner du temps à l'Ukraine. Elle a également utilisé ce temps pour se renforcer, comme on peut le voir aujourd'hui. L'Ukraine de 2014-2015 n'est pas l'Ukraine moderne ». L'ancienne dirigeante a également admis que l'OTAN n'aurait pas eu les ressources nécessaires à l'époque pour soutenir l'Ukraine ». Angela Merkel 1^o confirme donc les propos tenus par l'ancien président ukrainien Porochenko issu du coup d'Etat ukro-atlantiste de

Maidan et 2^o démontre que la parole et les traités signés par l'Occident dans son ensemble n'ont aucune valeur légale contraignante à ses yeux. La direction russe a semble-t-il parfaitement compris le message, comme l'illustre le résumé des dernières déclarations de Vladimir Poutine concernant le conflit ukrainien fait par le Colonel Cassad (Source :) :

- Le conflit se déroule de manière stable, il n'y a rien à redire sur ce sujet, l'armée russe est transparente sur les événements en cours.
- C'est la situation qui se dessinera sur le terrain qui imposera le menu des négociations qui devront finir par se tenir.

- Merkel a avoué que les accords de Minsk-2 ont été utilisés par l'occident pour tromper la Russie en gagnant du temps pour armer et former l'armée de Kiev. Cet aveu a fortement déplu à Vladimir Poutine, il comptait notamment sur Merkel comme future médiatrice et cela est donc maintenant hors de question.

- Vladimir Poutine regrette s'être fait berné par les accords de Minsk-2 et regrette de ne pas avoir attaqué le régime de Kiev plus tôt.

- Vladimir Poutine évoque un travail de révision de la doctrine nucléaire russe pour l'amener à une arme d'utilisation préventive, notamment par les vecteurs nucléaires hypersoniques russes.

Commentant ces déclarations, Erwan Castel les juge « intéressantes et importantes », « les plus pertinentes depuis le début du conflit, voire depuis 2014 ou 2000 voire depuis Staline... » Il souligne notamment le fait que « Vladimir Poutine avoue s'être fait rouler par les occidentaux via Minsk-2 et dit regretter de ne pas avoir attaqué plus tôt. Une déclaration qui coûte politiquement cher et montre un grand courage politique. C'est un aveu que ceux qui comme moi avaient tenu un raisonnement militariste dès 2014 avaient donc raison, Vladimir Poutine avait tort. Respect ». En ce qui concerne la révision de la doctrine nucléaire russe, Erwan estime qu'elle pourrait permettre d'imposer des négociations sur le modèle de la Crise de Cuba [réponse russe à la provocation américaine du déploiement de missiles nucléaires en Turquie].

Vladimir Poutine : « Je ne m'attendais pas à entendre cela de la part de l'ancien chancelier fédéral. Il s'avère que personne [en Occident et à Kiev] ne comptait respecter ces accords de Minsk. Il ne s'agissait que de doter l'Ukraine d'armes et de la préparer aux hostilités. (...) Pendant des années, l'Occident a exploité sans vergogne les ressources de l'Ukraine, encouragé le génocide et la terreur dans le Donbass, transformé l'Ukraine en colonie. (...) La Fédération de Russie aurait pu débiter l'opération militaire en Ukraine plus tôt, mais a essayé de mettre en œuvre le cadre de travail des accords de Minsk-2 ».

De toute évidence, le IV^e Reich atlantiste (« l'empire du mensonge ») respecte autant les traités signés que le III^e Reich avant lui... La fin de son hégémonie coloniale mondiale promet de ne pas être plus glorieuse ! ...

Vincent Gouysse, pour

Maroc – Portugal (1-0) : L'exploit historique du Maroc, première équipe africaine qualifiée pour les demi-finales de la coupe du monde



Historique ! En battant le Portugal 1-0, le Maroc est la première équipe africaine à atteindre le dernier carré d'une Coupe du monde.

Mais jusqu'où ira le Maroc ? Après avoir éliminé l'Espagne en huitième de finale, les Lions de l'Atlas ont récidivé face au Portugal en quart de finale. Une performance historique puisque le Maroc devient la première équipe africaine à atteindre les demi-finales de la Coupe du monde !

EN-NESYRI, HÉROS DE TOUT UN PEUPLE

Les Marocains ont pourtant eu du mal à rentrer dans la rencontre. Le Portugal, encore porté par l'euphorie de son large succès au tour précédent (6-1 contre la Suisse), s'est procuré les premières occasions par João Félix (5e, 30e) qui s'est d'abord heurté à Bounou avant de manquer le cadre.

Après avoir fait le dos rond, le Maroc a trouvé la faille sur sa première occasion franche peu de temps avant la pause (42e). Profitant d'une mauvaise sortie de Diogo Costa, Youssef En-Nesyri s'est élevé plus haut que tout le monde

dans la surface pour placer une tête piquée au fond des filets.

Après cette ouverture du score, le Portugal a failli vite remettre les compteurs à zéro mais le centre-tir de Bruno Fernandes a terminé sa course sur la transversale de Bounou (45e).

UN RECORD POUR CRISTIANO RONALDO

En deuxième période, Fernando Santos a fait rapidement entrer en jeu Cristiano Ronaldo

(51e) afin de rebooster son équipe. La star du Portugal a fêté à cette occasion sa 196e sélection, égalant le record du monde du koweïtien Bader Al-Mutawa.

Le Maroc a ensuite perdu sur blessure Romain Saïs (remplacé à la 57e par Achraf Dari) et, logiquement, les hommes de Walid Regragui se sont mis à défendre leur but pour préserver leur but d'avance.

Le Portugal s'est rué à l'assaut des buts Marocains mais Gonçalo Ramos (58e), Bruno Fernandes (63e), João Félix (82e), Cristiano Ronaldo (90+1e) et Pepe (90+7e) n'ont pas réussi à égaliser et ce, même si le Maroc a terminé la rencontre à 10 après l'expulsion de Cheddira (90+2e).

LE MAROC ATTEND L'ANGLE-TERRE OU LA FRANCE

Qualifié pour les demi-finales, le Maroc attend désormais de connaître son adversaire. Ce sera l'Angleterre ou la France qui s'affrontent ce samedi 10 décembre 2022 à 20h00 heure française.

La demi-finale du Maroc se jouera le mercredi 14 décembre 2022 à 20h00 heure française.

Source : goal



Distinction honorifique : Habib Sissoko, Commandeur de l'ordre National du Mali

Le président du Comité National Olympique et Sportif du Mali (CNOSM), Habib Sissoko désormais Commandeur de l'ordre National du Mali pour avoir œuvré pour le développement du sport national et à la promotion des valeurs ainsi que des idéaux olympiques. Il a été honoré par le président de la Transition, chef de l'État, le colonel Assimi Goïta à travers une cérémonie qui s'est tenue le vendredi 9 décembre dans la salle des banquets de Koulouba.



La reconnaissance de la Nation, manifestée par le Président de la Transition, Colonel Assimi GOÏTA magnifie les efforts accomplis par le président du CNOSM pour le développement du sport et à la vulgarisation des valeurs de l'Olympisme.

En effet, Habib Sissoko, non moins président de la zone II de l'association des comités olympiques d'Afrique a dédié sa distinction au Comité National Olympique et Sportif du Mali (CNOSM) et au mouvement olympique et sportif du Mali.

Une reconnaissance des multiples efforts d'un homme, notamment dans les résolutions des crises et conflits qui ont secoué certaines fédérations sportives nationales ces dernières années. Légaliste, le président du Cnosm a toujours défendu la légalité tout en prônant le consensus autour de l'intérêt exclusif du sport malien. Et ce n'est que justice que la compé-

tence professionnelle et les qualités humaines de ce leader inné soient récompensées dans son pays. En 14 ans de management, il a redonné au Mouvement olympique ses lettres de noblesse en terre malienne. Sous sa conduite, le Cnosm a écrit les plus belles pages de son histoire, s'est donné une image pour devenir un partenaire stratégique du gouvernement dans sa politique de développement des sports.

En novembre dernier 2021, le ministère de la Jeunesse et des Sports (chargé de l'Education civique et de la Construction citoyenne) lui a décerné la Médaille de l'Ordre du mérite sportif. Sans compter que, depuis 2016, Habib est officier de l'Ordre national du mérite après avoir été fait Chevalier en 2009. Déjà en 2000, le Président Me Abdoulaye Wade avait décerné à Habib la médaille d'officier du Mérite du Sénégal. Dix ans plus tard (2010), il a reçu la Mé-

daille du Mérite de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO) à Acapulco (Mexique). Citoyen d'honneur de la ville de Saint-Louis (Sénégal) depuis 2013, Habib Sissoko a été récipiendaire la même année de la Médaille de l'Ordre du Mérite olympique algérien. Et depuis 2019, cet humble et très compétent serviteur du sport et de l'olympisme est Commandeur de l'Ordre du mérite du Comité international du sport militaire (CISM).

A noter qu'Habib préside également la Commission des relations internationales de l'Acnoa pour la période 2021-2024, membre du comité exécutif de l'association des comités olympiques et membre de la fédération Internationale de Judo.

■ Maffenin Diarra



Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23